



DÉCLARATION DU SOMMET PARALLÈLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UA-UE

LUANDA, LE 25 NOVEMBRE 2025

Des organisations de la société civile de toute l'Afrique et de toute l'Europe se sont réunies à Luanda, en Angola, le 19 novembre 2025, à l'occasion du sommet parallèle de la société civile Union africaine-Union européenne, sous le slogan « Les relations de l'UE avec l'Afrique doivent être synonymes de justice et d'inclusion pour les peuples africains ». Organisée en amont du sommet officiel UE-UA, cette rencontre a réuni des mouvements sociaux, des ONG, des églises, des réseaux de jeunes, des groupes féministes, des syndicats, des coalitions environnementales et des militants des deux continents afin de définir des priorités et des revendications communes pour un partenariat fondé sur la dignité, l'équité et une véritable participation démocratique.

Le sommet a axé ses discussions sur cinq thèmes interdépendants : la paix et la gouvernance ; le développement durable ; les systèmes alimentaires et l'agroécologie ; la gouvernance des ressources naturelles et des industries extractives ; et la dette et les réparations. Bien que les sessions thématiques aient abordé différents domaines politiques, un fil conducteur commun à toutes les contributions est apparu : les relations actuelles entre l'UA et l'UE sont encore marquées par de profondes inégalités structurelles et, sans un changement fondamental de la volonté politique et des rapports de force, elles continueront à reproduire l'injustice plutôt qu'à la transformer.

Les participants ont souligné que de nombreux pays africains restent prisonniers d'un cycle d'instabilité politique, d'endettement, d'insécurité et de corruption, aggravé par le rétrécissement de l'espace civique. Ces défis ne sont pas le fruit du hasard ; ils découlent de longues trajectoires historiques, notamment la délimitation des frontières coloniales, les programmes de développement dictés par l'extérieur et la persistance d'élites politiques et économiques qui tirent profit de la faiblesse des institutions. Les dirigeants de la société civile ont fait valoir que, plusieurs décennies après l'indépendance, de nombreux États africains fonctionnent toujours selon des structures de gouvernance qu'ils n'ont pas conçues. Ce manque d'ancrage dans les identités locales et les réalités sociales continue d'alimenter les tensions, l'exclusion et la méfiance.

La liberté d'expression, le journalisme indépendant et le droit à l'information ont été mis en avant comme des domaines particulièrement préoccupants. Dans de nombreux contextes, l'ingérence politique, les faibles salaires et la cooptation de journalistes expérimentés dans

les structures gouvernementales ont affaibli l'indépendance des médias. La société civile a averti que sans une presse dynamique, la responsabilité publique s'effondre. Selon elle, le partenariat UA-UE doit inclure des engagements concrets pour protéger les libertés civiles, prévenir la répression et garantir que ce soient les citoyens, et non les entreprises ou les élites politiques, qui déterminent les priorités nationales et régionales.

En matière de développement durable, les participants ont observé que, bien que l'Afrique ait connu des décennies d'investissements dans les infrastructures, les bénéfices restent inégaux et, dans de nombreux cas, ne parviennent pas aux communautés qui en ont le plus besoin. De vastes disparités régionales persistent. Les grands projets intègrent rarement la participation locale, excluant les femmes et les jeunes, et trop souvent, ils ne génèrent ni emplois durables ni mobilité sociale à long terme. De nombreux intervenants ont souligné que le modèle de développement dominant se concentre sur la croissance économique, favorisant des solutions fondées sur l'État et le marché sans transformer les inégalités structurelles. Ils ont insisté sur la nécessité urgente d'une décentralisation de l'État qui donne aux gouvernements locaux et aux communautés les moyens de définir leurs propres voies de développement.

Les relations économiques entre l'Afrique et l'Europe ont été identifiées comme un point de friction majeur. L'Afrique continue d'exporter des matières premières tout en important des produits transformés coûteux, un schéma qui reflète l'économie coloniale et empêche l'industrialisation du continent. Dans le même temps, le commerce intra-africain reste extrêmement faible, ce qui limite à la fois la productivité et le potentiel d'intégration régionale. Les participants ont critiqué la libéralisation prématurée du commerce, arguant que les pays africains ne peuvent pas rivaliser équitablement avec les producteurs européens fortement subventionnés. Le renforcement des marchés régionaux doit précéder tout approfondissement des accords commerciaux entre l'UA et l'UE.

La gouvernance des ressources naturelles, en particulier l'exploitation minière, le pétrole et l'utilisation à grande échelle des terres, est apparue comme l'une des préoccupations les plus urgentes. Les communautés vivant dans les régions riches en ressources ont déclaré subir les pires conséquences : pauvreté, déplacements, confiscation des terres, contamination de l'eau et dégradation de l'environnement. Pendant ce temps, les bénéfices sont transférés vers l'extérieur, vers les entreprises, les intermédiaires et les gouvernements centraux. La société civile a exigé des contrats transparents, des mécanismes de partage des revenus clairs et applicables, une participation significative des communautés, la réhabilitation de l'environnement et des investissements dans les chaînes de valeur locales qui créent des emplois là où l'extraction a lieu. Les participants ont également fait part de leurs préoccupations concernant les doubles standards mondiaux, soulignant que de nombreuses entreprises internationales respectent des règles environnementales et sociales strictes en Europe, mais les ignorent lorsqu'elles opèrent en Afrique.

Les femmes et les jeunes sont confrontés à des obstacles particulièrement importants pour participer de manière significative à la vie politique et économique. Dans tous les secteurs,

ils sont confrontés à des inégalités salariales, à la discrimination fondée sur le sexe, au harcèlement moral et sexuel, et à des possibilités d'avancement limitées. Les centres de formation et l'enseignement supérieur restent concentrés dans les centres urbains, et le coût élevé des études en exclut beaucoup. En outre, l'inadéquation entre l'éducation et les besoins du marché du travail fait que de nombreux jeunes possèdent des qualifications qui ne se traduisent pas par un emploi. La société civile a appelé à un renforcement de la formation technique et professionnelle, à des politiques visant à concilier vie professionnelle et vie familiale, à des environnements plus sûrs pour les femmes et à la formalisation progressive du travail informel.

À l'issue de ces discussions, le sommet a défini une série de priorités communes pour l'UA, l'UE et les États membres. Il s'agit notamment de :

- la protection de l'espace civique, le renforcement des médias indépendants et la promotion de la participation démocratique directe ;
- décentraliser la gouvernance afin de donner plus de pouvoir aux autorités locales et de garantir un accès équitable aux services ;
- l'amélioration de la coopération régionale transfrontalière afin de stimuler la productivité et de permettre un commerce équitable ;
- placer les communautés au centre de la gouvernance des ressources naturelles grâce à la transparence, la responsabilité et le partage des revenus ;
- l'adoption de stratégies actives en faveur de l'emploi qui donnent la priorité aux femmes et aux jeunes ;
- et la sauvegarde de la souveraineté alimentaire en soutenant l'agroécologie, les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs et l'élimination des exportations de pesticides dangereux vers l'Afrique.

Les participants ont également convenu d'élaborer un programme commun de la société civile africaine et européenne en prévision des processus majeurs de 2026. Les principales campagnes communes porteront sur la défense des droits des communautés sur les terres et les ressources naturelles, la protection des semences locales et de la biodiversité, et la promotion de la justice en matière de pesticides et de la santé environnementale.

Le sommet s'est conclu par un message clair et unifié : l'Afrique et l'Europe doivent construire une nouvelle relation fondée non pas sur l'exploitation ou la dépendance, mais sur la solidarité, la justice et la responsabilité partagée. La société civile est prête à travailler ensemble, au-delà des frontières et des mouvements, pour garantir que ce soient les voix des citoyens, et non celles des élites politiques ou des intérêts particuliers, qui façonnent l'avenir de la coopération entre l'UA et l'UE.

###